

En 2006, le Finistère compte près de 2 000 emplois supplémentaires. Soutenu par le dynamisme de la construction et des services, l'emploi salarié, malgré le recul de l'industrie, progresse de 0,5 %. Interrogés dans le cadre d'une enquête sur leurs besoins en main d'œuvre, les patrons finistériens prévoient plus de 19 000 embauches en 2006 dont 60 % liées à une activité saisonnière.

Emploi et marché du travail

À u 1^{er} janvier 2006, la Bretagne dénombre plus de 1 226 000 emplois : 137 000 emplois non salariés et 1 089 000 salariés. Avec à peine plus de 7 900 salariés supplémentaires (+ 0,7 %), la région enregistre sa plus faible croissance des 10 dernières années après celle de 2004 (+ 2 800 salariés). Nous sommes loin des performances réalisées entre 1998 et 2001, période au cours de laquelle entre 25 et 30 000 salariés supplémentaires étaient comptabilisés annuellement. Dans ce contexte de croissance modérée, les départements les plus dynamiques sont le Morbihan (+ 2 450 salariés, + 1,2 %) et les Côtes d'Armor (+ 2 149 salariés, + 1,1 %). L'Ille-et-Vilaine (+ 1 738, + 0,5 %) et le Finistère (+ 1 592, + 0,5 %) affichent des hausses moins nettes.

L'emploi industriel malmené

La situation observée à l'échelle régionale s'applique parfaitement dans le Finistère. En effet, après 2004 et ses 750 salariés supplémentaires (+ 0,2 %), l'année 2005 est la deuxième plus faible croissance de l'emploi salarié sur la dernière décennie. Cette situation est liée à la réduction de l'emploi dans les activités industrielles (- 938 salariés, - 1,9 %) (cf. tableau 1). Plusieurs éléments expliquent cette tendance. Tout d'abord, l'externalisation régulière de services préalablement gérés par les entreprises industrielles elles-mêmes (nettoyage, travaux de photocopie...). Ensuite, la perte de 225 salariés dans les activités de la construction navale en raison notamment des réductions d'effectifs à la DCN. Enfin, la perte de 600 salariés dans les industries agricoles et alimentaires. Parmi les entreprises confrontées à des réductions d'effectifs, on retiendra la Compagnie bretonne de l'artichaut (Plouéan, - 130 salariés en 2005 et fermeture définitive en 2006) et le groupe Doux.

Dans ce secteur, l'année 2006 se présente sous des augures aussi sombres avec les difficultés persistantes de la filière avicole (Tilly Sabco - Guerlesquin, Volaven - Riec sur Belon...) et les incertitudes planant sur d'autres entreprises du secteur (Salaisons Tallec - Bannalec, Nestlé Purina - Quimperlé).

Croissance pour le BTP et les services

En panne de dynamisme industriel, le Finistère appuie le développement de son emploi salarié sur les activités de services. Avec 1 841 salariés supplémentaires, ces dernières enregistrent une hausse de 0,8 %. Parmi les activités en croissance, les services aux entreprises (+ 1 113 salariés, + 3,6 %) tirent particulièrement leur épingle du jeu. Ce secteur profite de la bonne santé des services opérationnels (location, sécurité, nettoyage...) qui progressent de près de 800 salariés (+ 5,3 %) et du conseil et assis-

tance (informatique, architecture, ingénierie...) qui compte 380 salariés supplémentaires (+ 4,1 %). Le développement des services s'accompagne d'une croissance nette de l'emploi dans la construction. Avec plus de 800 salariés supplémentaires (+ 4,6 %), l'année 2005 porte à 4 266 la croissance totale dans ces activités sur la dernière décennie (+ 30,3 %). En Finistère, comme à l'échelle régionale, ce secteur est le plus dynamique sur les dix dernières années (cf. graphique 1).

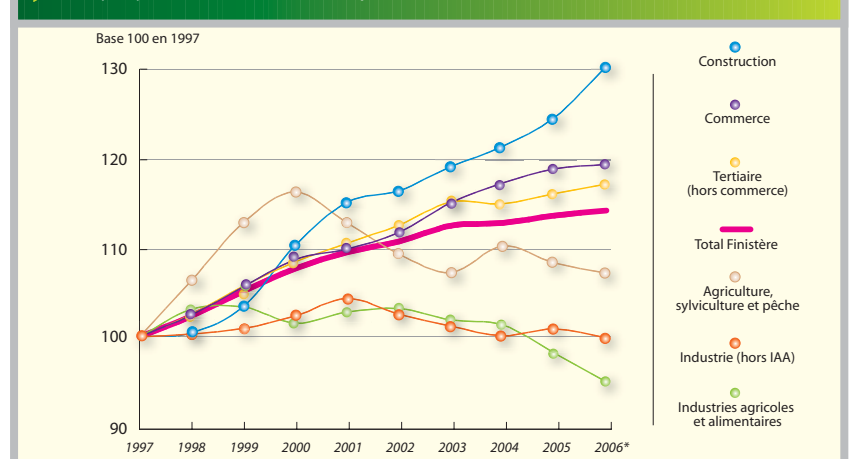
Baisse du nombre de demandeurs d'emploi

À fin décembre 2006, le Finistère compte 45 594 demandeurs d'emploi. Ils sont 5 475 de moins que l'année précédente. La baisse amorcée en 2005 (- 3,3 %) s'accroît très nettement en 2006 (- 10,7 %). Sur le département, comme à l'échelle régionale, les niveaux de qualification les plus représentés parmi les demandeurs sont les employés qualifiés (42 %) ou non qualifiés (18 %) et les ouvriers qualifiés (14 %). Le taux de chômage finistérien (7,8 %) est le plus élevé en Bretagne (6,4 % pour l'Ille-et-Vilaine ; 7,1 % pour les Côtes d'Armor et 7,5 % pour le Morbihan). Il est légèrement supérieur à la moyenne régionale (7,2 %) mais reste inférieur à l'échelle nationale (8,6 %).

Intentions d'embauche en baisse

Interrogés dans le cadre de l'Enquête "Besoins en main d'œuvre" réalisée en 2006 par l'Unédic/Assédic et le Crédoc, les chefs d'entreprise finistériens² ont déclaré prévoir 19 145 recrutements contre 21 234 en 2005. La réduction de ces intentions d'embauche est légèrement supérieure en Finistère (- 10 %) que sur l'ensemble de la Bretagne (- 7,5 %). Cette baisse touche la grande majorité des fonctions étudiées et plus particulièrement les activités sociales et médico-sociales (1 766 projets de recrutement, - 27 %), ouvriers de l'industrie (3 182,

Graphique 1 - Evolution de l'emploi salarié en Finistère entre 1997 et 2006.



*Données provisoires - Source : Insee - Données au 1^{er} Janvier.

► Tableau 1 - Emploi total et structure de l'emploi salarié dans le Finistère. (Valeurs et évolution au 1^{er} janvier 1997, 2005 et 2006).

	1997	2005	2006 ^(p)	Evolution 2005/2006		Evolution 1997/2006	
				En nombre	En %	En nombre	En %
Emploi total	308 301	341 368	343 330	1 962	0,6 %	35 029	11,4 %
Emploi non salarié	38 664	35 266	35 636	370	1 %	- 3 028	- 7,8 %
Emploi salarié	269 637	306 102	307 694	1 592	0,5 %	38 057	14,1 %
Structure de l'emploi salarié							
Agriculture, sylviculture et pêche	10 303	11 152	11 033	- 119	- 1,1 %	730	7,1 %
Industrie	50 107	49 987	49 049	- 938	- 1,9 %	-1 058	- 2,1 %
dont industries agricoles et alimentaires	19 828	19 454	18 818	- 636	- 3,3 %	- 1 010	- 5,1 %
dont industries des biens d'équipement	15 972	15 170	14 958	- 212	- 1,4 %	- 1 014	- 6,3 %
dont industries des biens intermédiaires	7 761	8 946	9 036	90	1,0 %	1 275	16,4 %
dont industries des biens de consommation	4 469	4 253	4 137	- 116	- 2,7 %	- 332	- 7,4 %
dont énergie	1 870	1 930	1 893	- 37	- 1,9 %	23	1,2 %
dont industrie automobile	207	234	207	- 27	- 11,5 %	0	=
Construction	14 084	17 542	18 350	808	4,6 %	4 266	30,3 %
Tertiaire	195 143	227 421	229 262	1 841	0,8 %	34 119	17,5 %
dont éducation, santé, action sociale	59 013	65 237	65 251	14	=	6 238	10,6 %
dont administration	40 203	45 732	45 486	- 246	- 0,5 %	5 283	13,1 %
dont commerce	36 144	42 929	43 103	174	0,4 %	6 959	19,3 %
dont services rendus aux entreprises	23 170	30 500	31 613	1 113	3,6 %	8 443	36,4 %
dont services rendus aux particuliers	17 516	22 146	22 592	446	2,0 %	5 076	29,0 %
dont transports	10 557	10 557	10 762	205	1,9 %	205	1,9 %
dont activités financières	7 024	8 752	8 895	143	1,6 %	1 871	26,6 %
dont activités immobilières	1 516	1 568	1 560	- 8	- 0,5 %	44	2,9 %
Ensemble	269 637	306 102	307 694	1 592	0,5 %	38 057	14,1 %

(p) Données provisoires - Source : Insee, estimations d'emploi.

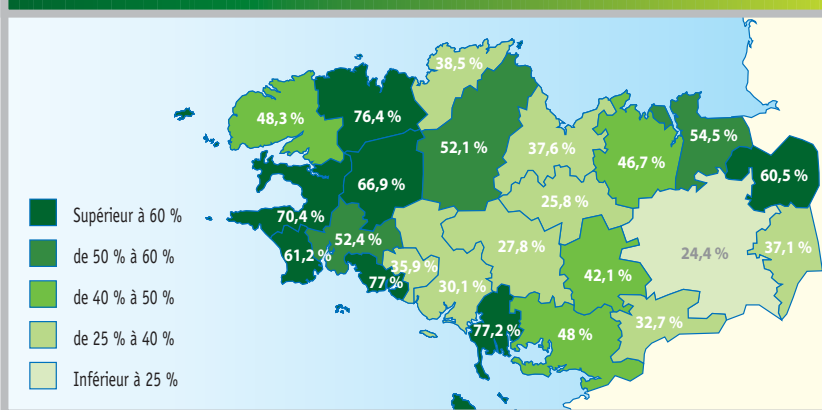
- 14 %) et encadrement (801, - 25 %). Seuls métiers en hausse marquée, la construction et le bâtiment semblent poursuivre leur développement avec 1 566 projets d'embauche, soit 110 de plus qu'en 2005. En Finistère, 35 % des recrutements sont jugés difficiles (44 % en 2005). En région comme localement, ces difficultés touchent principalement les secteurs de la construction, les services, le commerce et les industries agroalimentaires. Deux types de fonctions concentrent près des deux tiers des projets de recrutement. Il s'agit tout d'abord des métiers liés à la vente, au tourisme et aux services qui regroupent, avec 8 953 recrutements envisagés, 47 % de l'ensemble. Cette situation s'explique par la forte demande de main d'œuvre dans les métiers de l'hôtellerie (2 122 intentions d'embauche), de l'entretien (2 062) et d'employés de libre service (1 615). Vient ensuite la fonction ouvriers de l'industrie portée par le poids des activités agroalimentaires qui représentent, à elles seules, près de 2 500 projets d'embauche soit 78 % du total de la fonction. L'analyse par bassin d'emploi met en évidence l'importance de celui de Brest qui, avec plus de 7 200 intentions d'embauche, représente 38 % du total départemental. Viennent ensuite les bassins de Morlaix (3 252 projets de recrutement, 17 % de l'ensemble) et de Quimper (3 014, 16 %). A titre de comparaison, le bassin rennais affiche plus de 11 000 projets de recrutement, ceux de Vannes et de Lorient plus de 5 000 chacun.

En Bretagne, le Finistère affiche le plus grand nombre de projets de recrutement (30 % du total régional, 29 % pour l'Ille-et-Vilaine, 25 % pour le Morbihan et 16 % pour les Côtes d'Armor). Ce constat ne doit pas masquer un phénomène important : 60 % des emplois proposés sont saisonniers. Cette proportion, nettement supérieure à la moyenne régionale (46 %), s'est accrue depuis 2005, année au cours de laquelle seuls 51 % des recrutements programmés étaient concernés. Localement, les bassins d'emplois de Morlaix, Douarnenez, Concarneau, Lorient et Carhaix affichent les taux de recrutements saisonniers les plus importants. La vocation touristique en grande partie les recrutements temporaires

d'employés et agents de maîtrise de l'hôtellerie, d'animateurs socioculturels, de cuisiniers ou de serveurs. La recherche d'ouvriers, qualifiés ou non, pour les pics de production dans les industries agroalimentaires complète cette explication. Les bassins de Brest (48,3 %) et de Quimper (52,4 %) affichent les plus faibles taux de recrutement saisonniers. Ils sont toutefois bien supérieurs à ceux des autres bassins urbains bretons (Rennes : 24,4 % ; Lorient : 30,1 % ; Saint-Brieuc : 37,6 %)

- 1 - Enquête réalisée auprès de 69 320 établissements bretons du secteur privé industriel et commercial employant au moins une personne sous contrat de travail.
2 - Sur les 18 973 questionnaires envoyés, 5 921 ont été retournés. Les résultats ont été redressés pour être représentatifs.

► Carte 1 - Projets de recrutements principalement liés à une activité saisonnière.



Source : Enquête BMO 2006 (Unedic - Assedic - Credoc).